

Installations classées
pour la protection de l'environnement
Carrepuis, Gruny et Roye
S.N.C. "GENERALE SUCRIERE"

Bassin de stockage
d'eaux résiduaires boueuses
BOO Nord

ARRETE

**Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée ;

Vu le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 87.279 du 16 avril 1987 relatif aux conditions d'application de la loi du 16 décembre 1964 susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;



Vu l'arrêté du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre ;

Vu la nomenclature des installations classées modifiée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1985 autorisant la S.A. "GENERALE SUCRIERE", siège social : 25 rue Franklin Roosevelt à Paris (75008), à exploiter une sucrerie sur le territoire de la commune de Roye ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1994 prescrivant à la S.N.C. "GENERALE SUCRIERE", siège social : 25 rue Franklin Roosevelt à Paris (75008), pour les bassins de stockage d'effluents liquides ou boueux, d'une part, la réalisation d'une étude d'évaluation des risques d'accident ainsi que la nature et l'extension des conséquences qui en résulteraient et, d'autre part, la mise en oeuvre de dispositions d'aménagement et de surveillance des bassins ;

Vu la demande présentée le 14 mars 1994 et complétée en dernier lieu le 20 juillet 1994 par la S.N.C. "GENERALE SUCRIERE" en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un nouveau bassin de stockage d'eaux résiduaires boueuses sur le territoire des communes de Carrepuis (parcelles cadastrées section ZB n° 2 et 22), Gruny (parcelles cadastrées sections ZK n° 1, 25 et 41) et Roye (parcelles cadastrées section ZE n° 56 et 57), en complément des activités générales de sucrerie susvisées ;

Vu les plans et l'étude d'impact produits à l'appui de cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1994 portant mise à l'enquête publique de cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 1995 accordant un délai supplémentaire de 6 mois à l'Administration pour statuer sur la demande précitée ;

Vu le dossier de l'enquête publique ouverte du lundi 7 novembre 1994 au jeudi 8 décembre 1994 à 12 heures ;

Vu le rapport du commissaire-enquêteur ;

Vu l'avis du Directeur Régional de l'Environnement de Picardie du 11 octobre 1994 ;

Vu l'avis du Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile du 28 octobre 1994 ;

Vu l'avis du Chef du Service Départemental de l'Architecture de la Somme du 28 octobre 1994 ;

Vu l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme du 3 novembre 1994 ;

Vu l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Somme du 14 novembre 1994 ;

Vu l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Somme du 24 novembre 1994 ;

Vu l'avis du Guichet Unique de l'Eau du 9 décembre 1994 ;

.../...

Vu la délibération du conseil municipal de Goyencourt du 24 novembre 1994 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Carrepuis du 25 novembre 1994 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Gruny du 29 novembre 1994 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Roye du 2 décembre 1994 ;

Vu l'avis du Sous-Préfet de Montdidier du 3 janvier 1995 ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 22 mars 1995 et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie du 23 mai 1995 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène de la Somme du 5 juillet 1995 ;

Le pétitionnaire entendu :

Considérant qu'il convient conformément à l'article 6 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, d'imposer toutes les conditions d'installation et d'exploitation de l'établissement prenant en compte les observations et avis émis lors des enquêtes publique et technique et de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

- A R R E T E -

Article 1er : Sous réserve des droits des tiers et du respect des prescriptions édictées ci-après, la S.N.C. "GENERALE SUCRIERE", siège social : 25 rue Franklin Roosevelt à Paris (75008), est autorisée à aménager et à exploiter sur le territoire des communes de Carrepuis, Gruny et Roye, un bassin de stockage de terres et d'eaux boueuses issues du fonctionnement de la sucrerie de Roye réglementée, au titre de la législation visant les installations classées pour la protection de l'environnement, par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1985.

Article 2 :

Le bassin objet de la présente autorisation et intitulé *BOO Nord* d'une superficie de 17,5 ha se situe, conformément au plan ci-annexé, sur tout ou partie des parcelles suivantes :

- parcelles cadastrées section ZB n° 2 et 22 sur la commune de Carrepuis ;
- parcelles cadastrées sections ZK n° 1, 25 et 41 sur la commune de Gruny ;
- parcelles cadastrées section ZE n° 56 et 57 sur la commune de Roye.

La hauteur des digues depuis le fond du bassin (cote NGF 88,80) sera initialement de 9,5 m (cote NGF 98,25) et pourra ultérieurement être rehaussée en deux fois de 4 m pour être portée au maximum à 17,5 m au total (cote NGF 106,2) soit + 13,5 à 16,5 m par rapport au sol naturel.

Article 3 :

Le bassin et ses annexes seront situés, construits, équipés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des règlements en vigueur.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables à ce bassin ainsi que les conditions et prescriptions générales des articles 2 à 15 inclus de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1985 qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'étude prescrite par les articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1994 intégrera également le bassin *BOO Nord* objet de la présente autorisation.

Le nouveau bassin *BOO Nord* devra également respecter les prescriptions particulières édictées ci-après.

CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT

Article 4 : La conception et la construction des digues et du fond du bassin seront réalisées conformément aux règles de l'art.

Les terres, limons et matériaux argileux feront l'objet de tests et d'essais préalables de caractérisation.

Les calculs de dimensionnement seront conduits pour que, compte tenu des caractéristiques des matériaux utilisés, de leurs conditions de formulation et de mise en oeuvre, le coefficient de sécurité permette de garantir l'intégrité de l'ouvrage quelle que soit la hauteur de l'eau contenue.

Les conditions de conduite du chantier de construction ainsi que la conformité finale de l'ouvrage seront contrôlées par un organisme compétent. Le procès-verbal, établi par cet organisme et attestant de la conformité de la réalisation et du respect des caractéristiques minimales définies dans l'étude préalable en ce qui concerne le degré d'imperméabilisation et la stabilité des digues, sera adressé à l'Inspection des Installations Classées par l'exploitant, préalablement à la mise en eau du bassin.

Article 5 : Les modalités de construction des digues et du fond du bassin respecteront au minimum les caractéristiques suivantes :

- décapage et enlèvement des terres végétales sur toute l'emprise de la digue sur une épaisseur minimale de 0,5 m ;

- réalisation d'une couche de liaison pour sous-solage et structuration des matériaux en place, sur toute l'emprise de la digue et sur une épaisseur minimale de 0,5 m ;
- pente maximale des parements des digues de :
 - * 2/1 (2 mètres de largeur pour 1 mètre en hauteur) sur le parement extérieur,
 - * 3/2 (3 mètres de largeur pour 2 mètres de hauteur) sur le parement intérieur ;
- largeur minimale des crêtes de digues : 4 m ;
- le coefficient de sécurité au glissement devra en toutes circonstances être au minimum égal à 1,5 ;
- la perméabilité du fond du bassin devra, dès sa construction, ne pas dépasser 1.10⁻⁸ m/s.

Article 6 : Rehaussement

Chacun des deux rehaussements fera l'objet d'une étude préalable qui intégrera le comportement de l'ouvrage existant, les caractéristiques des matériaux d'apport et définira les conditions de mise en oeuvre qui devront également répondre aux dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus.

Une surveillance par inclinomètres sera mise en place dès la construction de la seconde et dernière rehausse.

une attention particulière sera portée à l'homogénéité et à l'étanchéité des zones de raccordement.

Le dossier technique de construction des rehausses sera préalablement communiqué à l'Inspection des Installations Classées et des prescriptions complémentaires pourront le cas échéant être prescrites.

Article 7 : Canalisations

Les canalisations et les ouvrages d'apport et de reprise d'effluents seront installés et exploités de façon à ne pas remettre en cause la stabilité des digues et l'étanchéité du fond du bassin. Ils devront être étanches et résistants pour éviter tout déversement accidentel en dehors du bassin.

Article 8 : Le bassin sera équipé d'une échelle limnigraphique, facile à consulter depuis la crête de la digue.

Article 9 : Piézomètres de nappe

Deux piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines seront installés l'un à l'amont et l'autre à l'aval hydraulique par rapport au sens d'écoulement de la nappe de la craie.

Ils seront placés et forés conformément aux recommandations d'un hydrogéologue agréé.

Article 10 : Piézomètres de corps de digue

La digue sera équipée lors du premier rehaussement d'un dispositif de surveillance de l'écoulement d'eau dans sa masse suivant deux profils comportant chacun un minimum de deux piézomètres qui seront positionnés aux emplacements les plus sensibles qui seront déterminés par l'étude de risques présentée par l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1994.

Ces piézomètres seront réalisés conformément aux règles de l'art et tant en terme de conditions et soin de réalisation que de caractéristiques dimensionnelles. Ils devront permettre de réaliser les mesures dans de bonnes conditions de représentativité, de fiabilité et de précision.

Ils seront protégés contre les infiltrations parasites diverses (eau, boue, ...) et leur accès sera protégé.

Chaque profil sera complété d'un troisième piézomètre lors de la réalisation de la seconde et dernière rehausse.

Article 11 : Toutes dispositions seront prises pour prévenir le danger de noyade et l'intrusion des tiers sur le site.

Une clôture sera posée dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté sur toute la périphérie du bassin. Des panneaux rappelant les dangers et l'interdiction d'accès au site seront apposés tous les 50 m et au droit de chaque rampe d'accès. Ces dernières seront également entravées, hors de la présence du personnel, de l'exploitant ou des tiers mandatés par lui.

Article 12 : Un engazonnement des digues et de leurs abords sera réalisé ainsi que la plantation, en pied d'ouvrage, d'arbres et d'arbustes d'essences locales.

Le choix des espèces et la distance d'implantation seront déterminés de façon à ne pas compromettre la sécurité et la stabilité des ouvrages.

Le couvert végétal des digues et ces plantations seront régulièrement entretenus pour permettre notamment l'inspection visuelle des corps de digue (crête et parements), la détection de toute anomalie ou évolution défavorable à la sécurité (résurgence d'eau, glissement, fissuration, trous d'animaux, ...).

EXPLOITATION ET SURVEILLANCE

Article 13 :

Le pompage de l'eau dans l'usine
1°) Le bassin sera exclusivement réservé au stockage d'eaux boueuses et d'eaux résiduelles issues du travail des betteraves ~~et de la fabrication du sucre de la sucrerie de Roye.~~ Tout stockage d'autres types d'effluents ou résidus est interdit.

2°) La hauteur d'eau decantée ou d'eau boueuse ne devra en aucun cas dépasser 3 m par rapport au niveau des terres sédimentées.

3°) Le niveau d'eau ~~décantée~~ ou d'eau boueuse devra toujours être inférieur d'au moins 0,8 m par rapport à la crête de digue. Ce niveau sera très visiblement repéré sur l'échelle prévue à l'article 8.

4°) Il est interdit de porter atteinte à l'intégrité des digues du bassin. L'ouverture d'une brèche est interdite. L'accès pour quelque motif que ce soit à l'intérieur du bassin devra se faire par rampes de franchissement.

Article 14 : Des prélèvements et analyses d'eaux seront effectués au moins une fois par semestre sur chacun des piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Les analyses porteront au minimum sur les paramètres suivants qui pourront être complétés à la demande de l'Inspection des Installations Classées :

- . DCO
- . NKT
- . Ammonium
- . Chlorure
- . Sodium
- . Potassium.

Le prélèvement d'échantillons sera précédé d'un pompage d'exhaure suffisant pour assurer la représentativité des eaux prélevées par rapport à la nappe.

Article 15 : L'Inspection des Installations Classées et le service chargé de la police des eaux pourront procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures inopinés ou non :

- des eaux contenues dans le bassin ;
- des eaux de nappe.

Il en sera de même pour l'Inspection des Installations Classées en ce qui concerne les niveaux piézométriques dans les corps de digues.

L'ensemble des frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.

Article 16 : L'accès au bassin sera exclusivement réservé au personnel de l'exploitant et aux tiers dûment mandatés par lui, sous sa responsabilité, pour les travaux de construction, d'entretien, d'exploitation et de surveillance.

Article 17 : L'exploitant fera procéder :

* au moins une fois par semaine à un examen visuel des digues ainsi qu'au relevé des niveaux d'eau dans le bassin : cette fréquence sera augmentée autant que de besoin notamment en début et en fin de campagne. Les résultats seront consignés dans un registre prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées à qui tout incident sera signalé.

Sur ce registre seront également portés les niveaux et les dates de début et de fin de toute opération d'alimentation ou de prélèvement dans le bassin ainsi que ceux relevés lors des visites périodiques au moins hebdomadaires.

* au moins une fois par an à une visite détaillée des ouvrages par un organisme compétent en mécanique des sols.

*lors de changements de phases
particuliers mineurs ou sévères d'exploitation
d'affecter les ouvrages*

*l'exploitation ainsi qu'en cas d'événements
climatiques susceptibles
d'endommager*

Article 18 : Avant la fin de chaque premier trimestre, l'exploitant adressera à l'Inspection des Installations Classées une synthèse des éléments de l'autosurveillance du bassin pour l'année écoulée comportant notamment :

- * le rapport de visite de l'expert en mécanique des sols cité supra ainsi que, dans les cas prévus aux articles 6.2^{me} alinéa et 10, ses conclusions quant au résultat des relevés piézométriques dans le corps de digue et sur les inclinomètres ;
- * la compilation des événements et éléments relevés lors de la surveillance par le personnel de l'usine ainsi que des travaux entrepris ;
- * les relevés des niveaux dans le bassin entre ses différentes phases d'exploitation (remplissage, vidange, ...) ;
- * les résultats des analyses et prélèvements d'eau de nappe.

Elle sera accompagnée au besoin de propositions de l'exploitant pour remédier aux dysfonctionnements et aux désordres éventuellement constatés.

Les résultats des analyses d'eau de nappe seront également communiqués au service chargé de la police des eaux.

Article 19 : Consignes

Les consignes seront établies, diffusées et affichées et porteront sur :

- * la sécurité du personnel et des entreprises tierces pour les travaux de construction, d'entretien, de surveillance et d'exploitation du bassin.
Les personnels correspondants devront disposer de matériel de sécurité adapté aux risques de noyade notamment.
- * les opérations de vérification périodique de l'état du bassin et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.

Article 20 : Tout incident grave ou accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des lieux sera déclaré dans les meilleurs délais- à l'Inspection des Installations Classées ainsi que le cas échéant au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile et à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de la Secours de la Somme.

REAMENAGEMENT

Article 21 : En fin d'exploitation, le site devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

La notification préalable au Préfet en sera faite dans les formes et sous les délais prévus par le décret du 21 septembre 1977.

L'insertion du site dans son environnement sera, soit conduite conformément aux dispositions décrites dans le chapitre "Réaménagement du site - Propositions de Gestion écologique et paysagère du bassin projeté" contenu dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation, soit par une mise en culture adaptée à la nature des sédiments en place.

PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES

Article 22 : Annulation

La présente autorisation cesserait de porter effet pour quelconque installation classée de l'établissement au cas où leur exploitation viendrait à être interrompue pendant deux années consécutives.

Article 23 : Permis de construire

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

Article 24 : Transfert des installations - changement d'exploitant

Tout transfert des installations visées à l'article 1^{er} du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et le cas échéant d'une autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

Article 25 : Prescriptions complémentaires

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées à l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Article 26 : Notification et publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois aux mairies de Carrepuis, Gruny et Roye, par les soins des Maires, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée aux mairies de Carrepuis, Gruny et Roye pour être tenue à la disposition du public.

Procès verbal de l'accomplissement des mesures de publicité leur incombant sera dressé par les soins des Maires précités.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans "Le Courrier Picard" et "Picardie La Gazette".

Article 27 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif d'Amiens dans les conditions prévues à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

Article 28 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Montdidier, les Maires de Carrepuis, Gruny et Roye, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.N.C. "GENERALE SUCRIERE" et dont une ampliation sera adressée aux :

- Directeur Départemental de l'Equipeement de la Somme ;
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Somme ;
- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Somme ;
- Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi de la Somme ;
- Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile ;
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Somme ;
- Chef du Service de l'Architecture de la Somme ;
- Directeur Régional de l'Environnement de Picardie.

Amiens, le 16 août 1995

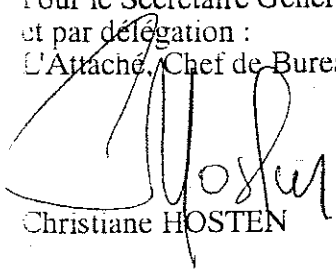


Pour le Préfet
et par délégation :
Le Secrétaire Général.

Signé : Francis SPITZER

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
POUR AMPLIATION**

Pour le Secrétaire Général
et par délégation :
L'Attaché, Chef de Bureau.


Christiane HOSTEN